



22EMES CONTROVERSE EUROPEENNES DE MARCIAC

Vendredi 29 et samedi 30 juillet 2016

Dans le cadre du festival Jazz In Marciac (Gers)

Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir ?

COMMENT RE-ENCHANTER L'AVENIR ?

Table ronde avec **Philippe Baret**, agronome et généticien, Doyen "*Faculté des bio-ingénieurs*" Université Catholique de Louvain, spécialiste de l'agroécologie.

Et **Maximilien Rouer**, co-fondateur du cabinet de conseil BeCitizen, secrétaire général de la coopérative Terrena, co-auteur avec H. Garaud, président de Terrena de l'ouvrage « *Les agriculteurs à la reconquête du monde. Comment ils vont survivre et même nous sauver* » (Ed JC Lattès, 2016).

Lucie Gillot, Mission Agrobiosciences (MAA).

Bien des choses ont été dites depuis le début des Controverses. Certains termes sont revenus avec insistance – financiarisation, concentration des filières agricoles, prédominance de la logique productiviste – avec cette idée que tout ceci nous conduit droit dans le mur... Le constat posé, une question reste : comment faire, maintenant ? Sur quelles bases penser le futur ? Y a-t-il des initiatives porteuses de sens ? Bref, comment ré-enchanter l'avenir ?

Vaste chantier que nous avons confié à Philippe Baret, généticien, spécialiste de l'agroécologie, et Maximilien Rouer, secrétaire général de la coopérative Terrena.

MAA. Commençons par une question volontairement naïve, adressée à tous les deux : que vous évoque spontanément l'expression « ré-enchanter l'avenir » ?

Maximilien Rouer. Je commencerai par dire que je ne partage pas l'état d'esprit catastrophiste, la culture du tout va mal. De mon point de vue, pour ré-enchanter l'avenir, il faut d'abord commencer par se dire que tout est possible. Prenons le cas de Terrena. Basée à Ancenis, cette coopérative généraliste nourrit à peu près 15 à 20% des français, du petit déjeuner au dîner, vin compris. Riche de 22 000 agriculteurs, elle s'est dotée en 2008, sous l'impulsion de son président Hubert Garaud, d'un projet qui donne une motivation extrêmement forte, cathartique et transcendante à l'ensemble de ses adhérents : l'agriculture écologiquement intensive. Reste que le terme renvoie à deux camps traditionnellement opposés, les écolos et les intensifs, raison pour laquelle nous lui préférons l'idée de « Nouvelle Agriculture ». Cette démarche propose une rupture systémique, en optant non plus pour l'exclusion ou l'opposition, mais l'inclusion. Présents en magasin, les aliments « Nouvelle Agriculture » sont produits localement, sans OGM pour les denrées animales, et dans le respect dû aux bêtes. Je ne vous en ferai pas l'inventaire ; j'ajouterai juste que ces produits doivent par ailleurs être accessibles et non pas réservés aux classes sociales les plus aisées.

Philippe Baret. L'expression a pour moi des accents de défi. Nous sommes face à deux ruptures. La première a eu lieu à la fin du 20^{ème} siècle. Elle n'a pas été comprise par tout le

monde en même temps même si désormais c'est chose faite. Je la résumerai ainsi : on ne peut plus penser l'agriculture sans penser son lien à l'environnement et aux inégalités, terme que nous n'avons pas encore prononcé me semble-t-il. C'est une leçon que la révolution verte nous a apprise. Essentiellement technicienne, cette révolution a certes abouti à certains résultats mais elle a aussi créé de nouvelles questions. Cette première rupture est derrière nous. La seconde, quant à elle, est devant nous. Elle a pour nom *rareté*. Il nous faudra, un jour, pratiquer une agriculture indépendante des ressources non renouvelables, en répondant aux défis de la pollution et des inégalités. Personne ne peut dire à quel moment cette rupture surviendra. Seule certitude, elle arrivera dans le courant du 21^{ème} siècle. Nous sommes donc dans un entre-deux. Pour moi, cette question de « ré-enchanter le monde » nous oblige à penser des solutions pour passer de l'une à l'autre et à faire des choix.

Nous devons chercher de nouveaux optimums

Je distinguerai trois niveaux d'action. Tout d'abord le regard critique, posture que nous avons considérablement mobilisée au fil de ces deux journées. La critique doit porter sur tous les systèmes. Quelle est la pertinence du système dominant conventionnel pour répondre aux enjeux qui ont émergé à la fin du 20^{ème} siècle ? Quelle est celle des systèmes alternatifs ?

Deuxième niveau, la construction de nouveaux modèles. Ceux-ci doivent avoir une légitimité technique, économique, environnementale, et symbolique. Très facile à dire.... Ceux qui travaillent comme moi depuis longtemps dans le domaine agricole ou écologique, savent qu'il est impossible d'atteindre simultanément une telle diversité d'objectifs.

L'émergence du concept d'agroécologie me ravit, celle de double ou de triple performance me désole car elle nie les limites du système. En dépit de toute l'estime que j'ai pour Michel Griffon, je suis en total désaccord avec lui sur ce point. Je ne crois pas que nous pourrions maintenir les niveaux de production sans avoir recours aux intrants chimiques et aux ressources non renouvelables. Atteindre les objectifs économiques et écologiques implique des compromis. Moins d'intrants et un rendement également moindre. Mais ce n'est ni une honte ni un échec de la pensée scientifique. Nous

devons chercher de nouveaux optimums entre ces différentes dimensions.

Troisième chose. L'agroécologie nous enseigne que cet enjeu doit être contextualisé. Comprenez, l'équilibre n'est pas le même au Sud, au Nord, selon les contextes régionaux, les bassins de consommation, etc. Il faut penser collectif.

Si je résume ces trois niveaux d'action : primo, critiquer les modèles ; deuxio, construire une légitimité sérieuse et complexe aux solutions proposées ; tertio, se mettre en réseau pour faire grandir ces solutions. Ré-enchanter le monde, c'est bien cette idée de travailler sérieusement sur des enjeux complexes, en distribuant le travail autour des trois types d'action que je viens de décrire.

MAA. Une réaction ?

Maximilien Rouer. Quelques mots sur les méta-enjeux. Le premier d'entre eux est évident, même s'il n'est pas toujours bien pris en compte par l'agriculture. Il s'agit du changement climatique. Le deuxième enjeu porte sur les modèles alimentaires. Deux modèles peuvent être distingués : celui de l'Europe du Sud, axé sur le terroir et une certaine qualité, et le modèle anglosaxon, au sein duquel l'agriculture fournit plutôt du minerai pour l'industrie agroalimentaire, l'essentiel de la diversité et de la valeur ajoutée étant apporté en usine. Le troisième enjeu concerne le devenir de l'agriculture elle-même ou plutôt sa disparition. L'approche financière doublée du culte de la performance et de l'efficacité écologique, sanitaire et même diététique, porte en elle une remise en cause de cette activité polluante, lourde en infrastructure qu'est l'agriculture. Avec une solution toute trouvée : non pas des pilules type soleil vert, mais des fermes-usines qui produisent par exemple de la viande à partir de cellules souches, viande au profil nutritionnel totalement calibré.

Il me semble important de rappeler ces trois enjeux que sont le changement climatique, le conflit entre les modèles alimentaires qui aboutit au conflit entre les modèles territoriaux d'agriculture, et la disparition programmée de l'agriculture telle que nous la connaissons aujourd'hui.

MAA. Revenons sur l'expérience Terrena et la manière dont vous avez impulsé le changement. Je vous pose la question d'autant plus volontiers que les coopératives

ont été au cœur de nombreuses contributions et discussions. A titre d'exemple, hier soir, le groupe local de réflexion organisait son off avec un intitulé révélateur de bien des questionnements : « La coopérative idéale portée par les agriculteurs est-elle l'idéal de la coopérative ? »

En caricaturant, la coopérative est tout à la fois le mal et la solution. En critique, le système lui-même avec cette idée que la coopérative incite à l'achat de produits phytosanitaires, encourage la mécanisation, etc... Une structure devenue plus entreprise que coopérateur, entendons-nous dire. A l'autre extrême, elle reste pour beaucoup la structure contre laquelle s'adosser pour vivre, survivre mais aussi opérer un changement. Comment les choses se sont passées chez Terrena ? Qui a été le moteur de ce changement en 2008 ?

Maximilien Rouer. Pour répondre très concrètement, nous étions dans un contexte particulier de gouvernance. En deux ou trois années d'existence, la toute jeune coopérative Terrena avait d'ores et déjà connu trois transformations de son Comité exécutif – Comex. La fusion entre les deux coopératives mères était difficile, chacune ayant sa propre culture. Pour définir un projet commun, un membre du Comex a proposé de poser la question non pas aux dirigeants ou aux administrateurs, comme on pouvait en avoir l'habitude, mais aux agriculteurs eux-mêmes. Qu'attendez-vous de la coopérative ? Quelle sera pour vous l'agriculture de demain ? Avec ou sans OGM, avec ou sans phytos... Les enquêteurs disposaient de toute une batterie de questions. A l'époque, la démarche était relativement osée et risquée ; Terrena était l'un des leaders de l'agriculture industrielle. Et pourtant, à 80%, les agriculteurs ont fait le choix de la rupture, en faveur de ce qui est devenu le projet d'une agriculture écologiquement intensive. Cela ne veut pas dire que les objectifs de ce projet sont au même niveau, pour répondre à Philippe.

Une rupture collective

Nous nous sommes collectivement entendus sur la nécessité de changer radicalement les pratiques. Sur les parcelles comme au sein de la coopérative. Ainsi la gouvernance au sein de Terrena a elle-aussi changé. Traditionnellement,

il y a d'un côté l'administration, avec les propriétaires-agriculteurs, et de l'autre un comité exécutif en relation avec le directeur général ; selon les structures, ces deux mondes communiquent plus ou moins bien. Désormais, chez Terrana, nous fonctionnons par binôme, chaque membre du Comex est en relation avec un ou plusieurs administrateurs. Impossible d'oublier dans ce cadre les besoins de l'autre, de passer outre les intérêts de la coopérative ou les problèmes de l'exploitation. Le fondement de la coopérative, aujourd'hui, c'est bien de vendre des intrants, des engrais, des phytosanitaires, du machinisme, etc, on ne va pas se raconter d'histoires. Le parti pris chez Terrana, souhaité par Hubert Garaud, est de passer d'un modèle de vente de produits chimiques à un modèle de vente de services et de conseils. La coopérative est impliquée dans les résultats de l'exploitation et non plus seulement prescriptrice d'intrants. S'ils sont encore en cours de définition, ces objectifs sont conceptuellement très clairs. En 2025, nous avons un objectif de 25% en Nouvelle agriculture. Actuellement, selon les productions, nous sommes entre 10 et 40% de pénétration de la Nouvelle Agriculture parmi les exploitants. Tout dépend aussi de leur activité. Un agriculteur peut très bien s'engager en « Nouvelle Agriculture » pour sa production porcine, mais reporter son implication pour les céréales. Les chiffres importent peu à ce stade. L'essentiel réside dans la rupture fondamentale consistant à s'engager collectivement dans ce projet. J'insiste : notre démarche est inclusive, dénuée de jugement. Par exemple, Terrana est la première coopérative bio de France, en volume. Il peut y avoir des démarches bio qui sont « Nouvelle Agriculture » ou pas.

MAA. Qu'appellez-vous concrètement Nouvelle agriculture ? L'avez-vous défini ? Quels en sont les indicateurs ?

C'est une démarche inclusive de progrès vers le « produire mieux, si possible autant, avec parfois moins ». L'enjeu consiste à voir avec l'agriculteur comment améliorer sa compétitivité. Quelqu'un a dit tout à l'heure, « moi si je peux vivre avec 10 litres de lait, je le fais ». On est vraiment dans cette logique d'amélioration des marges en jouant sur d'autres leviers que l'accroissement des volumes. Quels sont les meilleurs technologies, démarches, systèmes pour réduire l'impact environnemental et les coûts de production ? Comment valoriser ce travail à l'autre bout de la chaîne ? Il faut

jouer sur les deux tableaux. Par exemple, d'un côté, dé-densifier les élevages pour atteindre les critères du bien-être animal, travailler sur la qualité des rations alimentaires des bêtes avec plus d'oméga-3 ; et de l'autre, valoriser en aval, auprès du consommateur, le produit. Ceci en insufflant une dynamique inclusive et non pas en imposant un cahier des charges strict et gravé une fois pour toutes dans le marbre. Prenons le cas du bio. Qu'on le veuille ou non, ce mode de production reste aujourd'hui marginal – 4 à 6% de la production. Comment faire en sorte que les 96% restant s'engagent dans la transition ? C'est tout l'enjeu qui nous anime.

MAA. Philippe, vous nous avez expliqué tout à l'heure que les nouveaux modèles doivent être légitimes. Sur quelles bases construire cette légitimité ? Selon quels indicateurs ? Ce ne sont pas des choses que l'on décrète...

Philippe Baret. La légitimité découle d'un double concept. Premier concept : la pertinence technique des solutions envisagées. Ces dernières doivent répondre aux problèmes rencontrés sans en créer de nouveaux. Le deuxième concept concerne les jeux d'acteurs. Peut-on garantir une chance de succès aux acteurs qui s'engagent dans le processus ? C'est un élément important. Impulser un changement dans les systèmes agricoles, c'est faire prendre un risque aux agriculteurs. Pour que celui-ci soit légitime, vous devez être en mesure de leur garantir une vie meilleure. Cela signifie que vous devez valider les différentes options possibles ; je rejoins Maximilien sur le fait que plusieurs pistes sont envisageables : l'alimentation industrielle, hyper-industrielle, l'agriculture écologiquement intensive, l'agroécologie, l'agriculture biologique...

La légitimité n'est pas une question de représentativité

Bien sûr ces options peuvent être comparées à l'aune du contexte actuel. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que ce dernier est le fruit de choix passés. Reprenons le cas de l'AB. Elle représente 20% de la SAU en Autriche ; 10% des agriculteurs wallons sont en bio. Son faible poids dans l'hexagone est donc une histoire française. Par ailleurs, on ne peut pas dire que l'agriculture biologique est illégitime parce que minoritaire. La légitimité n'est pas une question de représentativité.

De mon point de vue, au regard des enjeux planétaires, l'agriculture biologique est le modèle agricole qui concilie le mieux, à petite échelle, les dimensions environnementales, sociales et économiques. Cette option est plus légitime que le modèle industriel. En existe-t-il d'autres ? Je ne sais pas. Il faut prendre le temps d'évaluer les autres modèles, de disposer de chiffres. Nous devons être très concrets. Un exemple pour illustrer l'importance des données chiffrées. En 2008, suite au Grenelle de l'environnement la France s'est doté d'un plan Ecophyto. Objectif : réduire de 50% l'utilisation des pesticides en dix ans. Parmi les outils déployés, le recours à des fermes pilotes, qui développent et mutualisent les bonnes pratiques. Certaines d'entre elles ont réussi à réduire de 10%, chaque année le recours aux phytosanitaires. Depuis le lancement du plan, le ministère de l'agriculture a initié par ailleurs d'autres programmes allant dans ce sens, comme « Produire Autrement ».

MAA. Pourtant Eve Fouilleux a bien dit, hier, qu'il y avait eu 30% d'augmentation d'utilisation des phytos entre 2009 et 2014...

Baret. C'est exactement le point que je voulais mettre en exergue. En dépit de tout ceci, le recours aux produits phytosanitaires s'est accru. Question : la trajectoire choisie par les gouvernements français successifs est-elle légitime ? Au regard des objectifs fixés, la réponse est non puisqu'ils ne sont pas atteints. A contrario, le bio, lui répond ses objectifs. Certes, il le fait à petite échelle, mais il réussit néanmoins.

La légitimité n'est pas un vain mot. Elle consiste à dire que nous devons répondre à certains impératifs – protéger l'environnement, réduire les inégalités économiques, nourrir les humains, gérer le territoire -, qui structurent d'une certaine manière notre cahier des charges. Pour y répondre, nous disposons d'options. Croisons les uns et les autres pour identifier les solutions les plus pertinentes. C'est la première étape.

La seconde étape consiste à tout faire pour que cette option se réalise. Cela implique de trouver collectivement les compromis. Quel est-il en bio, pour poursuivre avec cet exemple ? Un rendement moindre que compense une meilleure valorisation des produits. La dernière étape consiste à définir le rythme du changement.

Le reproche que j'adresse à l'agriculture écologiquement intensive et au projet « Nouvelle Agriculture » est qu'ils n'ont pas d'horizon

clairement défini. Quand je pars en voyage, je choisis au préalable un itinéraire. J'ai le sentiment que, dans le cas présent, en dépit des cartes étalées ça et là, personne ne sait vraiment où va la voiture...

J'avoue ne pas comprendre pourquoi les individus engagés dans une démarche de changement refusent de se doter d'indicateurs pour savoir s'ils en prennent ou non la direction. Pour le moment, les démarches mises en place autour de l'agriculture écologiquement intensive ou de l'agroécologie sont des démarches de *proposition*. De mon point de vue, les enjeux auxquels nous devons répondre appellent des démarches de projets collectifs avec un horizon clairement défini. J'oppose un peu cette vision positive mais naïve qu'est la vision des propositions à la vision positive mais plus dure à réaliser qu'est la mise en projet.

MAA. Changer implique effectivement une importante prise de risque. Au sein de Terrena, comment avez-vous garanti cette prise de risque aux agriculteurs qui vous suivaient ?

Maximilien Rouer. Sur cette question de la rupture et de l'innovation, nous avons opté pour une stratégie en deux temps. Tout d'abord nous avons fait appel au volontariat. Les adhérents qui y ont répondu, bénéficiaient d'un contrat spécifique avec la coopérative, car, en changeant ainsi radicalement de pratique, ils engageaient la pérennité du modèle économique de leur exploitation. Ces « sentinelles de la terre » ont constitué le premier niveau d'action. Deuxième niveau d'action : les coop'acteurs. Il s'agit des agriculteurs fortement engagés au sein de la coopérative mais moins entreprenants que les premiers.

J'aimerais revenir sur les propos de Philippe. Contrairement à ce qui a été dit, qu'elle soit biologique ou pas, l'agriculture n'apporte aucune solution à la question du changement climatique. Elle peut effectivement apporter des réponses ; en tant que membre de Terrena, j'y crois. Néanmoins, ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'agriculture s'est laissée cornérisée, c'est-à-dire mettre de côté et instrumentalisée par d'autres secteurs économiques comme la chimie ou le pétrole, devenus les vrais poids lourds de l'économie mondiale. On a laissé croire que l'agriculture était responsable du changement climatique. Pour sortir de l'ornière, il faut faire valoir sa capacité à polymériser et stocker le carbone. Actuellement, tout le monde se

demande comment faire pour limiter à 1,5°C la hausse de la température du globe, sans se soucier de la survie ou non de l'agriculture. Il faut inventer une démarche systémique pour répondre aux enjeux actuels. Or, pour moi, la légitimité se situe dans l'action. Entrepreneur pendant plus de 15 ans, j'ai toujours encouragé les jeunes qui hésitaient à se lancer, en leur disant : la seule légitimité, c'est l'action. Agissez, expérimentez, plantez des drapeaux, vous ferez le bilan plus tard.

*La co-construction ne se décrète pas
en un claquement de doigts*

Pour revenir au cas Terrena et répondre à Philippe Baret, nous travaillons à la définition d'objectifs. Mais le sujet n'est pas tant de les identifier que de s'engager dans une démarche de co-construction. Nous sommes une coopérative de 22 000 adhérents. La co-construction ne se décrète pas en un claquement de doigts au sein du conseil d'orientation ou du comité de direction. Nous devons expérimenter pour définir ensemble nos objectifs puis décider du pas de temps à adopter pour les atteindre. Chez Terrena, nous avons à cœur la défense de l'emploi territorial. Il est toujours possible de fixer des objectifs tenus et de les atteindre en laissant sur le banc de touche 90% des adhérents, parce qu'ils n'auraient pas la capacité d'investir. Notre objectif premier est d'emmener tout le monde, le plus rapidement possible. Pari osé mais que nous allons relever.

MAA. Pour vous, Philippe Baret, aujourd'hui, sur cette question du changement en agriculture, deux stratégies se font face : la trajectoire d'efficacité et la trajectoire de reconfiguration. Pourriez-vous préciser ce que désigne l'une et l'autre et, si possible, les illustrer par un cas concret ?

Baret. Je vais être très clair : pour moi, il ne faut pas prendre tout le monde dans le bus du changement. La manière dont évolue actuellement l'agriculture montre d'ailleurs que nous perdons un certain nombre d'exploitants jour après jour... Si l'objectif est d'inverser la tendance, soyez sûr que j'en serai le plus heureux. D'ailleurs, il serait intéressant de voir les indicateurs de l'évolution de l'emploi agricole sur la zone Terrena. Si vous disposez de ces données, je suis preneur.

Deuxième remarque. Certaines personnes se sont considérablement enrichis grâce à l'ancien

modèle. Face à l'impertinence dont elles font aujourd'hui preuve vis-à-vis du nouveau modèle, je ne trouve pas aberrant qu'elles perdent un peu d'argent. Il y aura toujours des personnes qu'on laisse tomber en chemin. L'enjeu, c'est bien de construire quelque chose de nouveau. Adapter l'ancien modèle est une stratégie vouée à l'échec. Ceux qui ne sont pas motivés pour s'engager dans une démarche nouvelle ne feront que ralentir la machine.

La légitimité se situe dans l'action, je suis tout à fait d'accord avec vous, à cette nuance près : l'action coûte. Avant de s'engager dans telle ou telle démarche, je fais bien un choix parmi plusieurs actions possibles. Dans le cas présent, on a l'impression que la seule forme d'action possible, c'est le modèle de l'efficacité. On poursuit dans la même voie en tentant juste de réduire l'impact. Vaste challenge que celui qui consiste à concilier production, réduction des inégalités, préservation de l'environnement, sans changer de trajectoire. Autant tenter de faire passer un chameau dans le chas d'une aiguille. C'est pourtant la démarche suivie par ce que j'appelle la trajectoire d'efficacité.

L'autre possibilité, plus compliquée, pose comme principe de départ une totale remise à plat non pas des réalités actuelles, ce qui tend à fausser le jeu, mais des objectifs. Quels sont-ils ? Et quelles expériences de terrain sont à même d'y répondre ? De ce point de vue-là, l'agriculture biologique est inspirante, tout comme l'agroécologie bien comprise et certains modèles développés au Sud. En d'autres termes, l'inspiration se situe à l'extérieur.

Cas d'école

On m'a demandé de donner un cas concret. Je citerai un exemple belge. En 1976, trois agriculteurs ont lancé un circuit-court. Rien de très original me direz-vous. En 1989, ils ont créé une coopérative – Coprosain, et acheté par ce biais une boucherie. La coopérative s'est progressivement constituée en un vaste réseau de vente en circuit-court ; elle gère plus de 2,5 millions d'euros/an. Personnellement, je n'aime pas les exemples pour la simple raison que tout le monde peut trouver l'anecdote à même d'illustrer combien son idée est géniale. Voilà pourquoi il faut toujours, parallèlement, discuter des critères de pertinence. Dans le cas présent, ils sont de trois ordres. En premier lieu, il convient de se pencher sur le projet : comporte-t-il une vision partagée ? Le deuxième critère a

DEBAT

pour maîtres mots, le courage et les moyens. Il y a, parfois, trop de naïveté dans la construction d'alternatives marginales, lesquelles sont vouées à l'échec faute de moyens. Le courage, seul, ne suffit pas. Troisième critère, trop souvent oublié, les compétences. Construire de nouveaux mondes implique de nouvelles compétences. Comment cela se traduit-il dans l'exemple que je viens de vous livrer ? Primo, le projet s'articule autour de la vision d'un lien direct entre agriculteur et consommateur. Deuxio, les agriculteurs se sont dotés de moyens non pas financiers mais légaux en créant leur coopérative. C'est cette structure qui a permis ensuite de faire avancer le projet. Tertio, l'achat de la boucherie s'est traduit par le recrutement d'un poste de boucher pour acquérir la compétence en matière de transformation de viande. J'ajouterai deux autres critères liés à cette initiative : l'originalité et l'expérimentation. Commençons par l'originalité. La commercialisation en circuit-court de produits agricoles se traduit souvent par la création d'un magasin. Coprosain a commencé par de la vente sur les marchés de plein vent avec une camionnette. La coopérative en a maintenant 5 ou 6. La Belgique est un petit pays fortement peuplé. En partant d'Ath¹ à 5h du matin, la camionnette peut être n'importe où en Belgique deux heures plus tard. Les agriculteurs ont compris qu'ils n'avaient aucun intérêt à concurrencer les grandes surfaces sur leur propre terrain, en construisant d'abord un magasin sur Ath où la clientèle se fait rare². Côté expérimentation, ils ont récemment tenté de s'implanter sur le secteur de la restauration, sans succès.

Nous avons évoqué le partage de projets innovants. Il est intéressant me semble-t-il, de disposer d'une grille permettant de voir en quoi tel ou tel projet répond aux ambitions qu'une personne ou une coopérative peut avoir. Ces différents critères contribuent à l'élaboration d'une telle grille.

Un participant : Un mot sur les aspects écologiques. Il faut rompre avec les querelles de chapelle et prendre le problème dans sa globalité. Prenons le cas de l'AB. Certains agriculteurs vont brûler 40L de gasoil à l'hectare pour implanter leurs cultures car, pour pallier l'absence de chimie, ils vont devoir faire plusieurs passages. D'autres qui travaillent en semis direct ou sous couvert, vont certes utiliser quelques litres de glyphosate à l'hectare mais réduire leur consommation de gasoil à 12L/hect. Plutôt que de les condamner, il est préférable de combiner les efforts de chacun des modèles existants pour les rendre toujours plus vertueux. Il faut faire du ménage, bien sûr. Mais dire que l'on va mettre sur la touche tout ceux qui travaillent mal, c'est pousser la rupture trop loin.

Christophe Garroussia, responsable d'un GIEE, référent agroécologie et agriculture biologique à la chambre d'agriculture du Gers. Dans le Gers, département qui connaît une forte mutation agroécologique et biologique, nous sommes de plus en plus nombreux à partager l'avis de Maximilien Rouer. Lorsque l'on réduit les coûts de production et que l'on améliore la qualité environnementale et sanitaire des produits comme c'est le cas en agroécologie, il est normal d'obtenir en bout de chaîne une meilleure valorisation commerciale.

J'aimerais ensuite revenir sur la question des phytosanitaires évoquée par Philippe Baret. De mon point de vue, l'argument de leur augmentation continue et perpétuelle est en décalage avec la réalité. L'agroécologie commence à peine à se diffuser ; ses techniques sont en train de s'inventer. Il faut 3 ou 4 ans pour convertir une exploitation. Les chiffres de vente des produits phytosanitaires vont encore être élevés les prochaines années, mais ils vont ensuite baisser durablement, c'est sûr.

Gérard Peltre, président du Mouvement européen de la ruralité. Trois remarques. Il y a tout d'abord un élément central, insuffisamment évoqué : le lien social entre les agriculteurs et les autres acteurs habitant un territoire. Ce lien peut être facteur d'innovation économique. Bien des initiatives existent comme celles portées par les Fermes de Figeac, coopérative agricole et de territoire, fortement investie dans l'économie locale. Lancées par les agriculteurs, elles sont à

¹ Ville où se situe la coopérative.

http://www.coprosain.be/Accueil_770.html

² Aujourd'hui la coopérative dispose de points de vente en complément de sa présence sur les marchés.

l'origine de dynamiques territoriales qui impliquent de plus en plus d'acteurs et concernent tous les habitants.

Ensuite, il faut rompre avec l'idée de développement rural et lui préférer la notion de développement des territoires ruraux. Celle-ci fait apparaître la diversité, le lien existant entre un espace, ses acteurs, et ses différents habitants. A cet égard, les agriculteurs habitent eux-aussi ces espaces ; il ne sont pas uniquement des acteurs économiques inscrits dans une logique de filière.

J'avais également une question à poser à Maximilien Rouer sur la politique de développement suivie par Terrena. Vous situez-vous dans une logique de développement classique c'est-à-dire d'accroissement du nombre d'adhérents de la coopérative ou dans un concept de mise en réseau de coopératives installées dans des territoires différents ?

En dernier lieu, j'aimerais dire un mot sur l'interconnaissance. Les orientations européennes pour la période 2014-2020 ont ceci de particulier qu'elles ont remis au centre des débats la territorialisation et l'idée d'un développement local rassemblant tous les acteurs, quelles que soient leurs origines. En France, compte-tenu de la manière dont est menée la réforme territoriale, nous sommes en train de passer à côté de toutes les possibilités offertes par ces orientations européennes, au sein desquelles l'innovation n'est pas seulement technologique mais aussi sociale.

Passer du « Oui mais... » au « Et si.... »

Maximilien Rouer. Une phrase pilote ma mission : « Construire, c'est s'exposer ; détruire, c'est s'imposer ». Cette phrase est plus ou moins vraie selon les territoires. Je dirais qu'elle est particulièrement bien adaptée au cas français. Il y a, dans l'hexagone, une culture de la destruction qui a culturellement un lien fort à la mort. J'aimerais tout au contraire que l'on s'inspire de la vie pour que les choses changent. Quelqu'un l'a dit : nous devons passer du « Oui, mais... » au « Et si.... ». C'est le premier élément de réponse que je souhaitais apporter.

Le deuxième élément porte sur la stratégie de développement de Terrena. Je ne peux malheureusement pas y répondre. Non pas que la question ne soit pas pertinente. Au contraire, elle fait partie des fondamentaux que nous devons instruire. Reste que cela relève du conseil d'administration.

Philippe Baret. Deux mots. Le premier sur ce fameux mythe du mixte, cette idée que toutes les options peuvent contribuer à solutionner les choses. Ce mythe ne tient pas la route pour deux raisons. Tout d'abord ceux censés faire la démonstration que cela fonctionne s'y refusent. J'aimerais que les acteurs des modèles dominants nous montrent comment ils les articulent avec les modèles alternatifs pour que ce ne soient pas toujours à ces derniers de faire leurs preuves. Ensuite, je mène depuis 2009 une comparaison scientifique des approches biotechnologiques et agroécologiques. Or, celle-ci montre que le mixte ne fonctionne pas, que les biotechnologies ne laissent guère de place à l'agroécologie. Pourquoi ? Parce que les ressources - intellectuelles, financières, culturelles, politiques - sont limitées. Le mixte est opérant dans un monde infini, chaque option pouvant être à sa place. Mais nous vivons dans un monde où les ressources sont limitées ce qui appelle des choix. En 2012, lors du colloque « *Produisons autrement* », j'ai demandé au ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll d'attribuer 5% du budget des biotechnologies à l'agroécologie pour que cette dernière se dote d'un vrai projet. Cela n'a pas été fait.

"Si vous dormez avec un éléphant, ne vous plaignez pas d'être écrasé le lendemain"

Le mixte est un mythe. Quand vous regardez ce qu'il se passe *in fine*, c'est toujours le gros qui gagne. Les Ecosais et les Canadiens ont une expression très imagée pour résumer cette situation. Si vous dormez avec un éléphant, ne vous plaignez pas d'être écrasé le lendemain. Je ne veux pas que les alternatifs subissent le même sort.

Deuxième chose. Je reviendrai dans trois ans aux Controverses de Marciac. Et je vous promets une chose : si le recours aux produits phytosanitaires a effectivement diminué de 10% par rapport à 2008, j'offre à chacun une bouteille de bière et un ballotin de pralines ! Je m'y engage. Dire que l'on va y arriver parce que les pratiques vont se diffuser ne suffit malheureusement pas. Un récent rapport dresse la liste des raisons pour lesquelles nous n'arrivons pas à impulser le changement. La raison ? Non pas que les agriculteurs ne connaissent pas les bonnes technologies ou que celles-ci ne se sont pas diffusées. Mais bien parce que le système dans son ensemble va à l'encontre du changement : la politique de prix, la politique agricole commune,

les acteurs de l'agrofourniture. Croire encore aujourd'hui que ce sont les agriculteurs qui bloquent le plan Ecophyto est une erreur. Les blocages sont systémiques.

Enfin, j'aimerais préciser une chose sur le bus du changement. Ce ne sont pas les modèles que je laisse sur le bas côté de la route mais bien certains acteurs, ceux qui s'enrichissent sans respecter les enjeux. Je n'oppose pas les modèles à ceci près que, de mon point de vue, le modèle dominant devrait être plus respectueux des modèles alternatifs. De même, je n'approuve pas cette solidarité à tout crin : le monde agricole ne doit pas être solidaire de ceux qui le tuent. Ce n'est ni une critique ni une analyse scientifique mais un constat. Cette question de la solidarité doit être instruite : jusqu'où devons-nous être ensemble ? Soyons clairs : il faut arrêter de dire que les agriculteurs forment un groupe. C'est faux ! Les actions de certains d'entre eux ruinent les autres, de manière plus ou moins explicite. Il faut débusquer tous ces faux-semblants, les nommer. A l'idée de transparence, je préfère celle de nourrir les implicites pour qu'ils deviennent explicites. Libre à chacun, ensuite, de dormir s'il le veut avec les éléphants.

Jean-Luc Mayaud. J'aimerais rappeler que, quels que soient les modèles évoqués, les pistes comme les expérimentations, il est extrêmement important de paramétrer tous les facteurs. Je le répète souvent : n'oublions pas le social ! La productivité ne peut être le seul facteur pertinent. Le coût est aussi social. Quel est celui lié au maintien ou à l'expulsion ? Quand serons-nous enfin capables de penser cette question ? Elle est pourtant universelle, dépassant le strict cas de la France ou de l'Europe. Le chômage, les indemnités présentent un coût qui apparaît rarement dans la balance ; seule la compétitivité est mesurée. On oublie toujours de quantifier les dégâts des intrants. Pourquoi ne fait-on pas ce travail en recherche pour avoir enfin des données précises et non pas une évaluation grossière, à la louche ?

Donnez-nous le temps de changer

Michel Lemonnier, *administrateur de la Fédération nationale des Cuma.* Je voudrais revenir sur les raisons qui nous ont conduit, au sein des groupes Cuma, à nous engager dans des projets. Ceux-ci ont pour effet de permettre aux agriculteurs de se réapproprier leur métier, de renouer avec l'agronomie et les pratiques

d'élevage. Cela passe par des démarches de groupe. De ce point de vue, l'outil des GIEE est une excellente chose. Le groupe Cuma doit pouvoir y entrer.

Je suis en désaccord avec l'idée de Philippe Baret, selon laquelle il faut impérativement se doter d'objectifs et de critères pour évaluer si ceux-ci sont bien atteints. Il n'existe pas de modèle pré-établi, descendant, applicable à chaque exploitation, et c'est tant mieux. Chacune doit penser son propre modèle. Laissez-nous travailler ; donnez-nous du temps. Nous ferons les comptes en temps voulu.

Jean-Jacques Laplante, *médecin, MSA.* Je souscris aux propos de Jean-Luc Mayaud sur la protection sociale. En la matière, il y a encore des progrès à faire. Il existe encore aujourd'hui des agriculteurs en invalidité qui ne touchent que 300€/mois. Le syndicalisme majoritaire s'occupe de problématiques autres, ayant traité à l'économie, délaissant cette question de la protection sociale. Qu'il y ait, demain, des agriculteurs plus précisément des agriculteurs bien portants est pourtant une question d'avenir. Regardez ce qui se passe ailleurs : aux USA, 40 millions de personnes sont sans protection sociale ; au Sud, certains pays inventent des tontines pour faire face aux problèmes. Il faut dire aux agriculteurs qu'il y a certes des acquis, mais aussi des choses à inventer.

Jean-Luc Bongiovanni, *agriculteur.* J'ai l'intention d'arrêter les phytosanitaires et de me convertir à l'AB parce que j'adore vraiment la bière belge... Blague à part, j'aimerais revenir sur les signes évoqués par Patrick Denoux. Nous autres, agriculteurs, sommes bien partis pour aller plus vite que prévu au paradis. Nous ne voyons pas signes. Pourquoi ? Parce que notre cadre de référence, notre environnement familial ou professionnel nous empêchent de les percevoir, parce que la presse agricole majoritaire n'en parle pas beaucoup. Enfin, la cogestion de mon syndicat, la FDSEA, avec les décisions publiques, ne les masque-t-elle pas elle-aussi ?

Dominique Michenot, *ancien administrateur de Terrena.* J'aimerais que Maximilien Rouer et Philippe Baret travaillent ensemble, que Terrena s'inspire de la méthode de travail esquissée par P. Baret, et réciproquement.

Dans les coopératives, tout est possible, le meilleur comme le pire. Le changement opéré au

sein de Terrena trouve effectivement sa source dans une discussion lancée sur le terrain, laquelle a eu pour effet de mettre les adhérents en mouvement. Bien sûr, les difficultés sont énormes car cela implique de changer les mentalités de toute la technostructure de la coopérative. Il faut par exemple persuader les techniciens et les responsables d'agence que leur salaire ne dépend plus du chiffre d'affaires et du nombre de tonnes d'ammonitrate ou de pesticides vendu. De mon temps, dans les coopératives, c'était la vente d'approvisionnement qui faisait tourner la machine ; aujourd'hui, il faut les réduire. Terrena a pris un risque énorme, j'en suis témoin. Les résistances internes vont peut-être se lever avec le temps. Cependant, un certain nombre de questions méritent d'être posées. Il y a au sein du groupe des systèmes de production très différents, systèmes qu'il convient de mettre en critique tout comme il convient de questionner les solutions proposées. Ce n'est pas le cas actuellement. Les trois produits labellisés Nouvelle Agriculture dont vous avez parlé sont les lapins, les cochons et le blé meunerie. Certes, le principe de Nouvelle Agriculture permet peut-être de changer un peu la manière de produire, de donner une meilleure image de ces produits, de les valoriser auprès de la grande distribution. Pour autant, les lapins ne broutent pas de l'herbe ; ils sont toujours nourris avec des aliments fournis par la coopérative. Il en va de même pour les cochons. Il y a peut-être un début de réflexion, mais rien de très concret encore.

Initiatives en germe

Prenons le cas du lait. Les coopératives et les usines laitières ne manquent pas en Loire-Atlantique. Dans le Sud-Loire, une petite coopérative vient de voir le jour. Elle est le fruit du regroupement de quelques agriculteurs désireux de mieux valoriser leur travail. Ces derniers ont créé une laiterie pour faire de l'embouteillage et un peu de transformation. Ils ont passé un contrat avec Unico [Système U], en faisant valoir leur spécificité – des troupeaux de taille moyenne, avec des animaux nourris à l'herbe. Le distributeur leur garantit un prix d'achat de 360 ou 380€/tonne de lait. Il est regrettable que Terrena ne soit pas porteur de cette démarche et que ces agriculteurs doivent monter leur propre structure. Même type de questionnement sur l'installation. Sur ce même département, le nombre

d'installation est passé de 160-180 par an à seulement une centaine. Chaque année, des producteurs-coopérateurs de Terrena stoppent leur activité. Leurs fermes ne sont pas reprises ; le siège d'exploitation disparaît ou est repris par des agriculteurs qui ne sont pas nécessairement adhérents à la coopérative. Parallèlement, l'an passé, 30 jeunes hors cadre se sont installés avec des productions aussi bien en circuits court que long. Qu'attendez-vous pour travailler avec ces jeunes gens ? Ils ne vont probablement pas gonfler votre chiffre d'affaires mais ils ont une vision différente de l'agriculture.

Je terminerai avec un dernier exemple. Il y a quelques années, les adhérents de la coopérative avaient demandé que leur production – de la viande – puisse être commercialisée dans les magasins de proximité situés à la campagne ou dans le péri-urbain. Cela n'a jamais été fait, par crainte de la possible réaction des grosses enseignes de la grande distribution qui achètent la plupart de ces produits. C'est une erreur.

Agnès Gosselin, retraitée. Quatre utopies. Première d'entre elles, que l'on revienne à la souveraineté alimentaire, en France comme dans les pays du Sud. Deuxième utopie : stopper le phénomène d'accaparement des terres ici comme ailleurs. Troisièmement, il faut arrêter de croire que le marché sauvera le monde. Si tel était le cas, ce serait déjà fait. Quatrièmement, il faut remettre l'homme au centre de toutes les réflexions. Il est anormal que l'agriculteur fournisse de l'aliment à bas coût au prix de sa propre vie – 600 suicides d'agriculteurs par an³ ! J'ai enfin une peur. Au sein de Chrétiens dans le monde rural, nous avons beaucoup travaillé sur la réforme territoriale dans l'Eure. Cette dernière s'est concentrée sur l'urbain. Pourquoi ne pas faire, comme en 1980, les Etats généraux de l'agriculture, conviant tous les acteurs à penser collectivement un projet pour chaque territoire, au sein duquel les agriculteurs et l'agriculture ont la place qu'ils méritent.

³ La dernière étude faite par l'InVS montre que le suicide est la troisième cause de mortalité chez les agriculteurs, après les décès par cancer et maladies cardiovasculaires. Les chiffres de l'InVS font état d'un suicide tous les deux jours.

<http://www.msa.fr/lfr/documents/11566/31636888/Bilan+pr%C3%A9vention+suicide+2015>

Guillaume Oui, OTSOKOP. Je travaille à l'ouverture d'un supermarché participatif, fonctionnant comme une coopérative de consommateurs. J'ai une question pour Maximilien Rouer. La légitimité réside selon vous dans l'action. Dire cela, n'est-ce pas autoriser des projets qui ne seraient pas co-construits, alors que vous avez vous-même soulevé l'importance de cet aspect ?

Maximilien Rouer. Je commencerai par cet étonnement. Dominique Michenot a proposé à Philippe Baret ce que j'allais moi-même lui proposer : travailler ensemble.

Deuxième chose. Il est toujours difficile d'initier quelque chose. Lorsqu'il s'est lancé dans le projet de l'agriculture écologiquement intensive, Hubert Garaud a essuyé des réactions suffisamment violentes pour envisager de tout laisser tomber. Le projet porté par Terrena a été critiqué, puis tourné en dérision. Il est, aujourd'hui, copié – beaucoup s'en inspirent.

J'ai énormément apprécié les interventions des deux agriculteurs, lesquels ont juste demandé du temps. Les signaux sont désormais suffisamment forts pour que les agriculteurs aient compris. Pour l'exercice 2016, le chiffre d'affaire accuse un recul de 40 à 50%. Ce n'est plus un signal faible en terme d'incidence du climat et des pratiques agricoles sur la survie d'une exploitation. Les agriculteurs l'ont compris. Ils souhaitent disposer de temps, pour stabiliser leur trésorerie, s'inscrire dans une dynamique générale.

Arrêtons d'opposer systématiquement les choses

Aux questions posées par D. Michenot, je réponds par l'affirmative. Ces interrogations sont tout à fait légitimes ; nous y travaillons. Néanmoins, à l'heure où nous parlons, l'important est d'éviter que la détresse ne gagne encore plus le monde agricole. Nous devons donc réfléchir sur le long terme - qu'invente-t-on ? Quels indicateurs utilisons-nous ? – sans perdre de vue les enjeux à court terme. Effectivement, dans le schéma actuel, c'est la vente d'approvisionnement qui permet de faire tourner la machine. Avec cette limite : si l'agriculteur n'a plus les moyens de payer l'amont, la coopérative n'a plus les moyens de son développement. Cette mécanique a pu faire système par le passé, dans un sens comme dans l'autre ; cependant, elle n'est plus opérante aujourd'hui. Nul besoin de se donner rendez-

vous dans trois ans : ceux qui survivront, seront ceux qui auront mis en place de nouvelles pratiques et cassé les frontières.

Arrêtons avec cette lecture binaire des choses, d'un côté ce qui est bien, de l'autre, ce qui est mal. Cette vision du monde est datée et démagogique. Toutes les initiatives quelles qu'elles soient sont bonnes à prendre à partir du moment où elles vont dans le sens du mieux. En ces heures terribles et morbides, nous avons véritablement besoin de travailler ensemble- au niveau de la nation, de l'Europe -, de chercher ce qui nous unit plutôt que ce qui nous sépare. D'où cette invitation faite à Philippe Baret.

Philippe Baret. Je veux bien laisser aux agriculteurs tout le temps qu'ils souhaitent et reporter mes ballottins à six ans s'il le faut. Le problème n'est pas là. Les agriculteurs peuvent disposer de tout le temps qu'ils désirent, tant que le système ne changera pas, ils seront bloqués. Il faut donc en premier lieu changer le système pour, ensuite, permettre aux agriculteurs de changer de pratiques. C'est un débat que j'ai eu avec Michel Griffon à propos de son ouvrage « *Nourrir la planète* ». Ce n'est qu'à la page 125 de son livre qu'il mentionne le système, les chapitres précédents étant consacrés aux solutions pratiques que les agriculteurs peuvent mettre en place. A croire que les enjeux du 21^{ème} siècle reposent sur leurs seules épaules... Non. La logique est inverse : il faut d'abord modifier le système afin de créer un cadre favorable au changement, puis envisager les déploiements techniques et pratiques.

Il y a des renoncements à faire

Travailler avec Terrena, oui, à deux conditions. La première est de disposer du projet de la coopérative. Il s'agit d'un préalable que je pose pour toutes les collaborations que je mène. Je siége par exemple au conseil d'administration d'une ONG. Celle-ci dispose d'un plan stratégique clair, chiffré, avec des objectifs bien identifiés. Peut-être certaines données sont d'ordre confidentiel ; néanmoins, pour ce que j'en connais, le projet Nouvel Agriculture relève avant tout de bonnes intentions et d'exemples. Deuxième chose, j'ai décidé de ne plus m'investir sur les aspects techniques, d'autres le font très bien, et de ne pas intervenir sur les questions liées aux sciences humaines et sociales, pour lesquelles je suis incompetent. Par exemple, pour répondre à Jean-Luc Mayaud,

j'étudie les systèmes maraîchers à leur échelle, pour quantifier l'emploi. Mais je ne suis pas compétent pour parler de l'emploi, raison pour laquelle je discute de mes données avec Dominique Méda, spécialiste du sujet. En définitive, j'opte pour une position médiane d'analyse des verrouillages du système qui existent entre ces deux aspects techniques et sociologiques. C'est à ce niveau que je peux intervenir et apporter mon aide, à Terrena et tous ceux qui le souhaitent.

Sur la question des priorités, je réaffirme le fait que je suis en désaccord avec ce discours de la solidarité pour la simple raison que, dans les faits, personne n'est solidaire des désinstallations ou des initiatives portées par les petites laiteries. Les discours ensemblistes sont séduisants. Il n'y a nul poujadisme d'un côté comme de l'autre. La question qui se pose est simple : les solutions sont-elles toutes compatibles ? Contrairement à vous, je crois que choisir l'une, c'est renoncer à l'autre. N'attendons pas de miracles. Il y a des renoncements à faire pour mieux s'investir sur des trajectoires plus prometteuses.

Patrick Denoux. Une réaction aux propos de Jean-Luc Bongiovanni sur les signaux faibles. Comment décoder ces signes ? Tout d'abord en multipliant les lectures. Ensuite, en acceptant de mettre de côté ses certitudes. Cela implique d'accepter l'idée d'incertitude, et avec elle d'entendre que parfois la compréhension se suspend parce que les modèles existants pour saisir la réalité sont inopérants. Cette démarche est insupportable pour tous ceux qui sont tellement pétris de certitudes que la réalité doit se plier à leur pré-conception. Ceux-là vont avoir plus de mal que vous pour lire ces signaux.

Les Controverses européennes de Marciac sont organisées par la Mission Agrobiosciences et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers.

Avec le soutien du ministère de l'Agriculture, du Conseil départemental du Gers et de la Région Occitanie. En partenariat avec Jazz In Marciac, la FN Cuma, La Ruche Qui Dit Oui et Science Animation.



Document réalisé par la Mission Agrobiosciences (MAA-INRA), décembre 2016.

www.agrobiosciences.org
<http://controverses-de-marciac.eu/>